

conscription automatique des ressources industrielles, financières et naturelles de la nation en cas de guerre. Le Gouvernement n'a pas jugé à propos d'accepter ce projet de résolution; on a épuisé le temps consacré à son étude sans l'adopter. Si le Gouvernement est bien sincère il ne devra pas se contenter de faire des enquêtes. Il devra prendre des mesures dès maintenant pour assurer qu'en cas de guerre on établira la conscription non seulement des hommes mais aussi du matériel nécessaire à l'équipement des soldats envoyés au front.

J'énoncerai maintenant les trois raisons qui m'empêcheront de voter en faveur de l'augmentation des armements. En premier lieu le Gouvernement ne nous a pas démontré que nous étions plus menacés cette année que nous l'étions l'an dernier. Notre groupe n'a pas dit qu'il n'approuvait pas un programme de défense, mais nous nous opposons à une augmentation des crédits de la défense parce qu'on ne nous a pas démontré que le danger est devenu plus grand qu'il l'était il a douze ou vingt-quatre mois.

Contre qui nous armons-nous? Quel agresseur possible est plus menaçant aujourd'hui? On a promené un épouvantail en Chambre et on nous a dit que ça pourrait être l'Italie, ou l'Allemagne, ou le Japon. Je ne suppose pas que le gouvernement redoute vraiment les intentions de ces nations, puisque d'après les chiffres que je viens de donner, le Canada leur expédie du nickel. Sachant que nous produisons la plus grande partie de ce métal, je ne puis me convaincre que nous puissions exporter des métaux susceptibles de se transformer en explosifs puissants contre nos propres soldats. Ceux qui ont montré les Italiens bombardant la Chambre des communes ne peuvent assurément pas croire que le gouvernement au pouvoir consentirait à leur expédier le nickel requis pour fabriquer ces obus, ou le croient-ils?

Ma deuxième raison de m'opposer à ces nouveaux déboursés est que je suis convaincu qu'ils ne serviront pas uniquement à notre défense mais qu'ils nous entraîneront fatalement sur la pente de la guerre. Il est vrai que le premier ministre ainsi que le ministre de la Défense nationale ont catégoriquement nié cette implication. Ils sont sincères, j'en suis certain. Mais je maintiens que, en dépit de la sincérité des gouvernements, lorsqu'un pays s'arme il lui est bien difficile de se soustraire aux obligations que comportent certaines ententes et certains engagements. Je lis, à la page 2311 du Hansard, en date du 1er avril 1935, la déclaration suivante:

Il est facile de dire que nous nous abstenons de la guerre, que nous n'enverrions pas de soldats pour combattre en Europe, mais après

[M. Douglas.]

avoir constaté la pression que l'on a vu s'exercer lors de l'incident de Chanak. . . j'ai des doutes sérieux quant à ce qui arriverait en Canada, le jour où une nouvelle guerre éclaterait quelque part dans l'univers.

Voilà ce que disait le premier ministre actuel du Canada, alors qu'il était chef de l'opposition. Il craignait qu'en cas de conflit mondial le Canada ne puisse rester neutre. Je me demande s'il a changé d'avis aujourd'hui. Ceux qui ont lu les mémoires du vicomte Grey de Fallodon, qui était sir Edward Grey, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères en Grande-Bretagne au début de la guerre, se souviendront qu'il a écrit qu'à l'insu du cabinet, les amirautés anglaises et françaises avaient pris certains engagements qui eurent pour résultat que M. Asquith songea sérieusement à démissionner, parce que ni le cabinet ni le parlement n'avaient été mis au courant de ces engagements. Le premier ministre déclare qu'à la prochaine conférence impériale le Canada prendra la même attitude qu'il a toujours prise dans le passé. J'espère qu'il en sera ainsi. Je suis convaincu que les honorables députés qui siègent de ce côté-ci de la Chambre ont été enchantés d'entendre cette déclaration. Mais il n'en est pas moins vrai que les déclarations de sir Samuel Hoare, de M. Neville Chamberlain et du ministre de la coordination des forces défensives prouvent que la Grande-Bretagne a inauguré un vaste programme de réarmement. A mon avis, la coïncidence qui existe entre l'augmentation des armements dans d'autres parties de l'Empire et l'augmentation des dépenses militaires au Canada n'est pas un pur accident. Il me semble que nous sommes en train de préparer un programme qui s'adaptera parfaitement au casse-tête de la défense impériale.

La troisième raison pour laquelle je ne puis voter en faveur de l'augmentation de ces crédits, c'est qu'à mon avis elle représente le prix que le peuple canadien est appelé à payer pour la faiblesse et le manque d'énergie de ceux qui ont présidé aux destinées de la politique extérieure du Canada, particulièrement au cours des derniers dix-huit mois. On a beaucoup parlé des matamores d'Europe ainsi que du réarmement qui se fait. Pourquoi ce réarmement? Parce qu'aujourd'hui chaque pays a perdu confiance dans l'action collective basée sur la sécurité collective. Pourquoi? Parce que l'idéal de la sécurité collective a été absolument saboté. Cela a commencé quand le Japon a pu impunément ravir le Mandchoukouo. A cette époque, sir John Simon, qui était secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères en Grande-Bretagne, a prononcé un plaidoyer chaleureux devant l'assemblée de la Société des Nations pour défendre la conduite du Japon.